



Taux actuels de **d'émaciation** : 5.4% **retard de croissance** : 29.5% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 13.6%

Source : Gouvernement sierra-léonais (DHS, 2019)

### Bons résultats

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (16.4 % des dépenses publiques en 2018) correspondent aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation. Il en est ainsi depuis longtemps.
- Sierra Leone : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Sierra Leone : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2018.
- Sierra Leone : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Sierra Leone : 97.9% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2019.
- Sierra Leone : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

### Points à améliorer

- Sierra Leone : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (7.9% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Sierra Leone : l'État n'a pas assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est médiocre et les marchés fonciers fonctionnent mal.
- Sierra Leone : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Sierra Leone : ce pays n'a pas consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Sierra Leone : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 69 % des enfants en 2018.
- Sierra Leone : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (69.8% en 2017) et à des installations sanitaires améliorées (15.7% en 2017) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Sierra Leone : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Sierra Leone : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

## Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	16.4%	2018	1er
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	7.9%	2017	21er
<b>Politiques</b>			
Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Médiocre	2019	36e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Très bon	2019	4e
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	81.1%	2017	16e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Médiocre	2018	25e ex aequo
<b>Lois</b>			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Médiocre	2016	29e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	27e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2006	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

## Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2019	1er ex aequo
<b>Politiques</b>			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	69%	2018	22e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	69.8%	2017	37e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	15.7%	2017	41er
Visites médicales pour les femmes enceintes	97.9%	2019	6e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Modérée	2019-2023	26e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2018	1er ex aequo
<b>Lois</b>			
Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Non consacré dans le droit	2019	33e ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel